



**ARRÊTÉ n° 2023-01-0013**  
**PORTANT RÉGLEMENTATION**  
**PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET**  
**DU STATIONNEMENT DES VÉHICULES –**  
**176, AVENUE JEAN MONNET – SUR LA**  
**COMMUNE DE MORIERES-LES-**  
**AVIGNON EN AGGLOMÉRATION**

Le Maire de Morières-Lès-Avignon,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122.21,  
VU le Code de la Route et notamment l'article R.225,  
VU la demande formulée par **la Sté ADB 7, place du Parc des Charrettes – 95300 PONTOISE** en date du 17 janvier 2023 sollicitant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine communal en vue de **livraison de matériaux – 176, avenue Jean Monnet - sur la commune de Morières-lès-Avignon.**

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre toutes mesures utiles en vue de prévenir tous accidents au droit du **176, avenue Jean Monnet**, sur la Commune de Morières-lès-Avignon,  
SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Morières-Lès-Avignon,

**ARRÊTE**

**Article 1** : **Sté ADB 7, place du Parc des Charrettes – 95300 PONTOISE** est autorisée à occuper le domaine public en vue de la réalisation d'un déménagement dans les conditions définies ci-après.

**Article 2** : **Sté ADB 7, place du Parc des Charrettes – 95300 PONTOISE** est autorisée à stationner **176, avenue Jean Monnet** avec un camion.

**Article 3** : Pendant la neutralisation de la voie, la circulation et le stationnement de tous les véhicules seront interdits, au droit du déménagement.

**Article 4** : Toutes précautions devront être prises pour la protection des véhicules et des piétons circulant au droit de déménagement.

**Article 5** : Le permissionnaire est responsable des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de cette livraison.

**Article 6** : L'ensemble des dispositions ci-dessus sera appliqué pour la **journée mardi 17 janvier 2023.**

**Article 7** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

HOTEL DE VILLE

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Morières-Lès-Avignon, les Services de Police Municipale, Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de SAINT-SATURNIN-Lès-AVIGNON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect de présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à l'entreprise chargée des travaux.

Fait à Morières les Avignon, le 17 janvier 2023,

Le Maire

  
Grégoire SOUQUE